

Nous risquons aussi de rater une occasion historique de jeter un pont entre nos deux continents, entre le Nord et le Sud. Le Brésil a déjà proposé de faire du marché commun du sud de l'Amérique, le Mercosur, la pierre d'angle d'une zone sud-américaine de libre-échange. En tant que moyen d'abaisser les barrières dans la région, de libéraliser le commerce et de réunir des pays dans un espace économique intégré, le Mercosur représente une option audacieuse et novatrice que le Canada n'hésite pas à encourager.

Cela dit, on peut facilement imaginer que, si la porte de l'ALENA leur reste fermée, les quatre pays membres du Mercosur seront encore plus pressés d'organiser leurs propres marchés et de donner à leur propre espace économique un caractère officiel, peut-être même exclusif. Le rêve d'une intégration de l'hémisphère occidental pourrait alors faire place à la *realpolitik* des blocs régionaux concurrents — la mentalité du «eux contre nous» si contraire à une plus grande libéralisation des échanges.

Mais peut-être le danger le plus grave concerne-t-il l'ALENA lui-même. Cet accord a été initialement conçu non pas comme un bloc fermé ou replié sur lui-même, mais comme un arrangement ouvert et dynamique — un arrangement réunissant des pays désireux de progresser plus loin et plus rapidement vers l'objectif du libre-échange. Le Canada a accepté d'en faire partie en comptant que l'accord demeurerait ouvert à tous les pays disposés à en accepter les règles communes et les disciplines. À défaut de nous assurer que l'ALENA reste ouvert au Chili, à l'Argentine, aux pays des Antilles ou à d'autres partenaires possibles, cet accord risque fort d'être irrévocablement fermé.

À cet égard, le Sommet des Amériques qui se tiendra à Miami le mois prochain est un carrefour important. Pour le Canada, c'est une occasion de souligner à nouveau son engagement à l'égard de l'Amérique latine et des Antilles, de réitérer son objectif à long terme qui consiste à renforcer ses liens politiques, sociaux et économiques avec le reste de l'hémisphère occidental.

Mais, plus encore, cette rencontre donne la possibilité d'articuler une politique-cadre de commerce et d'investissement pour les Amériques — une vision plus globale et plus audacieuse qui pourrait aider à venir à bout de préoccupations qui sont plus étroites et sèment la division, et éviter la prolifération de pratiques et de règles commerciales contradictoires. À Miami, il faut signaler clairement que nous sommes prêts, collectivement, à mobiliser l'énergie de nos économies, que nous reconnaissons la synergie créatrice qui peut résulter du mariage des économies développées et en développement, que nous sommes engagés à bâtir le régime de commerce et d'investissement le plus ouvert et le plus dynamique au monde.